

Négociation 2020

Info-Négo numéro 09 – 12 février 2021

Négociations avec les commissions scolaires Crie et Kativik (aussi appelées « négociations sectorielles »)

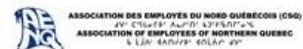
Tel qu'expliqué dans un info-négo précédant, le 3 décembre dernier, en Conseil général des négociations de la CSQ, il a été décidé d'aller en recherche d'un mandat de grève équivalent à 5 jours. Des assemblées générales devront se tenir le 17 février afin que les membres puissent voter là-dessus. En fait, il y aura 2 questions sur lesquelles vous devrez vous prononcer :

1. « Je mandate l'AENQ à déclencher une grève légale jusqu'à l'équivalent de cinq jours à exercer en coordination avec la Centrale, **au moment jugé opportun**, de façon progressive, sur une base rotative et régionale ou sur une base nationale, et ce, **en tenant compte de la conjoncture de la négociation**. »
2. « Je mandate l'AENQ à **se rallier** au mandat obtenu par la majorité des affiliés CSQ en déclenchant une grève légale jusqu'à l'équivalent de cinq jours à exercer en coordination avec la Centrale, au moment jugé opportun, de façon progressive, sur une base rotative et régionale ou nationale, et ce, en tenant compte de la conjoncture de la négociation. »

Si la majorité des membres votent contre la grève mais vote majoritairement pour le ralliement (question 2), cela veut aussi dire que vous nous donnez le mandat de possiblement déclencher la grève selon la conjoncture des négociations puisque nous savons déjà que 73 % des membres CSQ des autres syndicats qui se sont présentés à leur assemblée générale respective se sont prononcés en faveur d'un mandat de grève.

Si vous nous donnez le mandat de grève, cela ne veut pas dire que la grève sera déclenchée automatiquement! Des délais doivent être respectés avant que la grève puisse avoir lieu. Aussi, le mandat prévoit que la grève ne sera déclenchée que si la situation à une, à plusieurs, ou à toutes nos tables de négociation l'exige. Elle peut aussi être déclenchée selon l'état des négociations à la table intersectorielle CSQ où sont négociés les salaires et les primes, les droits parentaux et la retraite.

Depuis quelques années, l'AENQ s'est dotée d'un fonds de grève. Le Comité exécutif de l'AENQ a pris des décisions sur le montant qui sera versé aux membres qui participeront aux activités décidées par le Comité exécutif les jours de grève. Les jours de grève, si grève il y a, il est interdit de travailler pour la commission scolaire. Celle-ci coupera votre paie uniquement pour ces jours de grève. Cette compensation qui vous sera donnée par l'AENQ doit être vue comme une compensation pour combler une partie du manque à gagner.



Pourquoi donc voter en faveur d'un mandat de grève?

Tout simplement parce que les négociations ne vont nulle part, et ce, aux quatre tables sectorielles de l'AENQ et à la table intersectorielle de la CSQ où sont négociés les salaires et les primes, les droits parentaux et la retraite.

Que ce soit le Conseil du trésor à la Table intersectorielle CSQ ou les représentants patronaux aux 4 tables sectorielles AENQ, leur degré d'ouverture à vos demandes sont loin d'être à la hauteur des attentes. Malgré les discussions aux tables depuis plus d'un an, les disparités dans les conditions de travail entre les non autochtones et les autochtones demeurent. Vos conditions de travail ne sont pas améliorées et plusieurs enjeux ne sont même pas discutés parce que la partie patronale veut les référer à des forums ou à des comités inter rondes. Donc, elle veut repousser après les négociations les discussions sur des enjeux importants qui, selon nous, doivent avoir lieu maintenant.

Le signal qu'il faut envoyer à votre employeur doit être fort et sans équivoque : le *statu quo* n'est pas acceptable. Vos conditions de travail doivent être améliorées. L'obtention d'un mandat de grève est l'ultime moyen de pression en négociation. Face à l'obstination de votre employeur, si vous voulez une amélioration dans vos conditions de travail, vous devez voter en faveur d'un mandat de grève. Sinon, votre employeur saura que les troupes ne sont pas mobilisées et qu'il n'a pas à répondre favorablement à vos demandes qui sont plus que légitimes.

À ce moment-ci, nous vous demandons de nous donner un mandat de grève fort pouvant aller jusqu'à 5 jours. Ces 5 jours de grève ne seront pas exercés consécutivement. Les modalités sont toujours à définir : est-ce que ce sera des jours entiers? Des demi-journées? Par heure? Peu importe, la grève devra avoir un impact significatif. Nous vous invitons donc à voter massivement en faveur d'un mandat de grève.

Qui peut voter le 17 février lors des assemblées générales?

Seules les personnes qui seront sur les listes de votre délégué(e) et/ou les personnes qui auront leur formulaire d'adhésion syndicale complété correctement et signé.

Comme le dit si bien notre porte-parole aux tables de négociation, aidez-nous à vous aider!

Visitez www.aeng.org fréquemment.

Solidarité!

Larry Imbeault

Président et Coordonnateur de la négociation

aeng.org

9405, Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1L 6P3
Téléphone : (514) 356-8888 #2801
1-800-465-0897
Télécopieur : (514) 354-8714
aeng@lacsq.org

2020 Negotiations

Nego Newsletter No. 09 – February 12, 2021

Negotiations with the Cree and Kativik School Boards (also called “Sectoral Negotiations”)

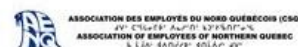
As explained in the previous nego-newsletter, it was decided last December 3 at a CSQ General Negotiations Council to seek a strike mandate equivalent to 5 days. General meetings will be held on February 17 in order for members to vote on a strike mandate. In fact, there will be two questions that you will have to vote on:

1. “I mandate the AENQ to call a legal strike for up to the equivalent of five days to be held in coordination with the Centrale, at a time deemed appropriate, in a progressive mode, on a rotating and regional basis or on a national basis, **taking into account the state of the negotiations.**”
2. “I mandate the AENQ **to rally in support of** the majority of CSQ affiliates who voted in favour of a legal strike up to the equivalent of five days to be held in coordination with the Centrale, at a time deemed appropriate, in a progressive mode, on a rotating and regional basis or on a national basis, **taking into account the state of the negotiations**”.

If the majority of members vote against the strike but overwhelmingly in favour of rallying (question 2), this also means that you are giving us a mandate to possibly call a strike depending on the situation at the negotiations since we already know that 73% of members from other CSQ unions who attended their respective general assembly voted in favour of a strike mandate.

If you give us the mandate to strike, it does not mean that the strike will automatically be called! Deadlines must be met before the strike can take place. Also, the mandate provides that the strike will only be called if the situation at one table, at several tables, or at all of our bargaining tables so requires. The strike can also be called depending on the state of negotiations at the CSQ intersectoral table where wages and premiums, parental rights and pensions are negotiated.

In recent years, the AENQ has set up a strike fund. The AENQ Executive Committee has made decisions on the amount that will be paid to members who will participate in activities determined by the Executive Committee on strike days. On strike days, if a strike does take place, it is illegal to work for the school board. The board will only cut your pay for those strike days. The payment that the AENQ will give to you must be regarded as compensation to make up for this loss of these earnings.



Why vote in favour of a Strike Mandate then?

Quite simply because the negotiations are going nowhere, whether at the four AENQ sectoral tables or at the CSQ intersectoral table where wages, premiums, parental rights and pensions are being negotiated.

Be it the Treasury Board's at the CSQ intersectoral table or the employers' representatives at the four AENQ sectoral tables, their lack of receptivity to your requests is beyond unacceptable. Despite discussions at the tables that have been going for over a year on the subject of disparities in working conditions between non-Aboriginals and Aboriginals, the problem remains the same. Your working conditions have not improved and many issues have not even been broached yet because the employer side wants to refer them to forums or inter-round committees, thus postponing discussions on major issues that we believe should take place now, not when negotiations are over.

The signal that you send your employer must be strong and unequivocal: the *status quo* is unacceptable. Your working conditions must improve and obtaining a strike mandate is the ultimate means of pressure in negotiations. Faced with the stubbornness your employer is demonstrating, you must vote in favour of a strike mandate if you want better working conditions. Otherwise, your employer knowing that the troops are not mobilized, will not respond positively to your appeals, which are more than legitimate.

At this time, we ask you to give us a strong strike mandate of up to 5 days. These 5 strike days will not be carried out consecutively. The specifics of the action are still to be defined: Will they be full days? Will they be half-days? One-hour long? By any means, the strike must have a significant impact. For these reasons, we invite you to vote overwhelmingly in favour of a strike mandate.

Who can vote at the General Meetings on February 17?

Only the people whose names will be on your delegate's membership lists and/or those who will have their union membership form duly completed and signed.

As our spokesperson at our negotiation tables says so well, help us help you!

In the meantime, we invite you to visit www.aenq.org frequently.

Solidarity!

Larry Imbeault

President and Negotiation Coordinator

aenq.org

9405 Sherbrooke East
Montréal (Québec) H1L 6P3
Phone: (514) 356-8888 #2801
1-800-465-0897
Fax: (514) 354-8714
aenq@lacsq.org